

2	0	2	5	SID-MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

Niveau de classification/protection				
MD	MA	MS	SF	NP
		X		

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Pouvoir Adjudicateur : Ministère des Armées

Base navale de Toulon – Base de défense Toulon - Nettoyement et maintenance des équipements de cuisine et des réseaux aérauliques à pollutions spécifiques et/ou non spécifiques

Date de l'accord-cadre : *Cette date correspond à la date de réception par le candidat du message de notification de l'accord-cadre émis par envoi électronique via la PLACE.*

Montant minimal sur 4 an(s) : 40 000 € H.T.

Montant maximal sur 4 an(s) : 2 000 000 € H.T.

N° prestation : 15147

N° EJ : *Ce numéro d'EJ est indiqué au candidat dans le message de notification de l'accord-cadre émis par envoi électronique via la PLACE.*

N° Service Exécutant : **D1076EY083**

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande passé sur appel d'offres ouvert en application des articles L. 2120-1, L. 2124-2 et R. 2124-2, R.2161-2 à R.2161-5, R. 2162-1 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

2	0	2	5	SID MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

Le pouvoir adjudicateur : L'Ingénieur Général de 2^{ème} classe Pierre-Jean RONDEAU, Directeur de l'ESID de Toulon désigné par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique:
Chef de service chargé des dépenses SID-MED/SD-AC/SED – BCRM TOULON - SID MEDITERRANEE - BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9

Ordonnateur : Directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la défense Méditerranée– BCRM TOULON -SID MEDITERRANEE- BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9

Comptable public assignataire des paiements : Directeur départemental des finances publiques des Landes – Direction en charge de la gestion publique Division Etat – 23, rue Armand DULAMON – BP 309 – 40011 MONT-DE –MARSAN

Correspondant PME/PMI : CAD Armelle DUCLOS

Passé avec : A remplir par le candidat

Indiquer ici le nom de l'entreprise ou des entreprises en cas de groupement

2	0	2	5	SID MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

ARTICLE 1 - CONTRACTANTS¹

Je soussigné (nous soussignés),

Monsieur (Nom et prénoms)

- agissant en mon nom personnel

- agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :

.....

.....

- ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone) :

.....

.....

- ayant élu domicile (adresse complète et numéro de téléphone) :

.....

.....

Courriel :

numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

me présente (nous présentons)²:

☐ seul

☐ en groupement solidaire. Le mandataire est :

☐ en groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de l'ensemble du groupement. Le mandataire est :

.....

.....

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés,

m'ENGAGE (nous ENGAGEONS) sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à réaliser les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation (R.C.).

Je suis une micro, une petite ou une moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique³

☐ Oui

☐ Non.

¹ Voir annexe au cadre d'engagement, pour compléter cet article en cas de groupement

² A préciser par le candidat

³ A préciser par le candidat

2	0	2	5	SID MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

ARTICLE 2 - PRIX

2.1 - Variation des prix

Les modalités de variation des prix sont fixées au C.C.A.P.

2.2 - Rémunération des prestations

Les montants du présent accord-cadre sont :

Montant minimum : 40 000 € HT pour une durée de validité de l'accord-cadre de 4 ans.

Montant maximum : 2 000 000 € HT pour une durée de validité de l'accord-cadre de 4 ans.

2.3 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) fournie avec le présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque déclaration de sous-traitance constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification de l'accord-cadre; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Cf : modèle de DC4 spécifique du SID joint à la consultation.

2.4 – Nantissement

Le nantissement éventuel par le titulaire se fera dans les conditions prévues aux articles R. 2191-51 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 3 – DUREE

3.1 - Durée de validité de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre, c'est-à-dire la période pendant laquelle peuvent être émis des bons de commande, est d'un (1) an à compter de sa notification. Cette durée est indépendante des délais d'exécution des bons de commande.

L'accord-cadre pourra être reconduit au maximum trois (3) fois sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder quatre (4) ans. Chaque reconduction sera tacite. Le pouvoir adjudicateur pourra faire part de sa décision de ne pas le reconduire au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

3.2 - Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution seront indiqués dans chaque bon de commande.

ARTICLE 4 – PAIEMENTS

4.1 – Avance

Une avance sera versée au titulaire sauf indication contraire ci-dessous :

Les bons de commande entrant dans les conditions de montant et de délai fixées à l'article 2.2 du CCAP pourront donner lieu à versement de l'avance, sauf indication contraire ci-dessous.

2	0	2	5	SID MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

☐ le titulaire refuse de percevoir l'avance prévue à l'article 2.2 du C.C.A.P :
à cocher par le(s) candidat(s) en cas de refus de l'avance

4.2 – Règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes de l'accord-cadre sont spécifiées à l'article 2.5 du CCAP.

Cas du paiement à un compte unique

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant au crédit du compte suivant.

En cas de groupement solidaire, en l'absence de compte commun, il y a lieu de produire l'autorisation du co-traitant de payer au compte du mandataire.

Relevé d'Identité Bancaire ou Postal

Cas du paiement à des comptes séparés en cas d'entrepreneurs groupés

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants.

En cas de groupement conjoint, les co-traitants complèteront en outre l'annexe de répartition des prestations jointe au présent acte d'engagement.

Désignation de l'entreprise	Désignation du compte à créditer	Répartition des paiements (en pourcentage ou en montant)
	Compte n° 1	
	Compte n° 2	

Compte n° 1

Relevé d'Identité Bancaire ou Postal

Compte n° 2

Relevé d'Identité Bancaire ou Postal

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement, en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants et les actes spéciaux.

2	0	2	5	SID MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à

- mes (nos) torts exclusifs, ne pas faire l'objet

- ses torts exclusifs, que la société pour laquelle (le groupement d'intérêt économique pour lequel) j'interviens ne fait pas l'objet

d'une interdiction de concourir, au sens des articles L. 2141-1 à 2141-11 du code de la commande publique.

Je m'engage (nous engageons) à faire réaliser la mission par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3243-1, L 3243-2, L 3243-4 et L 1221-10, L 1221-13 et L 1221-15 du code du travail ou des règles équivalentes en vigueur dans les pays où ils sont rattachés.

J'atteste (nous attestons) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 1146-1, L 8221-1, L 8221-2, L 8221-3 et L 8221-5, L 8251-1, L 8231-1, L 8241-1 et L 8241-2 du code du travail.

J'atteste (nous attestons) avoir au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

Je déclare (nous déclarons) sur l'honneur avoir satisfait aux obligations fixées par les articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail et m'engage (nous engageons) à produire les documents s'y rapportant si le présent accord-cadre m' (nous) est attribué, ainsi que la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et à indiquer, pour un candidat étranger uniquement, l'intention de détacher des travailleurs en France dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au titre des articles R. 2143-3 à R.2143-10 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux frais et risques du titulaire. Les excédents de la dépense résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

Je m'engage (nous nous engageons) à mettre en œuvre toute les mesures au titre du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données, règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données essentielles).

J'atteste (nous attestons) également avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et m'engage (nous engageons) à m'y (nous y) conformer.

2	0	2	5	SID MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

Visas

Signature(s) du (des) candidat(s) *(non obligatoire au moment du dépôt de l'offre, mais exigée en cas d'attribution du marché)*

Visas

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Toulon, le

Le pouvoir adjudicateur

(Désigné par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié)

L'ingénieur général de 2^{ème} classe Pierre-Jean RONDEAU

Directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense Méditerranée

2	0	2	5	SID MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

ANNEXE AU CADRE D'ACTE D'ENGAGEMENT

cadres à utiliser par les candidats pour compléter l'article 1 – Contractant en cas de groupement.

Monsieur (Nom et prénoms)
- agissant en mon nom personnel
- agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :
.....
.....
- ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone) :
.....
.....
.....
- ayant élu domicile (adresse complète et numéro de téléphone) :
.....
.....
.....
Courriel :
numéro d'identité d'établissement (SIRET) :
numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

ET:

Monsieur (Nom et prénoms)
- agissant en mon nom personnel
- agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la société) :
.....
.....
- ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone) :
.....
.....
.....
- ayant élu domicile (adresse complète et numéro de téléphone) :
.....
.....
.....
Courriel :
numéro d'identité d'établissement (SIRET) :
numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

2	0	2	5	SID MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT
Répartition des prestations en cas de groupement conjoint

Co-traitant chargé de l'exécution des prestations	Prestations	Montant des travaux en euros
		Hors TVA
	catégorie ...	
	catégorie ...	
	Total co-traitant	

Co-traitant chargé de l'exécution des prestations	Prestations	Montant des travaux en euros
		Hors TVA
	catégorie ...	
	catégorie ...	
	Total co-traitant	

2	0	2	5	SID MED	0	1	1	9
---	---	---	---	---------	---	---	---	---